Montauban, le 02/12/2019

A Messieurs Thierry Cassou, François Icher, Cédric Marty et Fabien Vergez,

Inspecteurs pédagogiques régionaux d’histoire-géographie

Messieurs,

La réforme des lycées est désormais appliquée aux classes de Première et de Seconde et nous voyons malheureusement se réaliser les craintes que nous nourrissions l’année dernière. Nous tenons donc à vous alerter de la situation critique dont nous sommes à la fois témoins et victimes sur le terrain.

Nous avions très vivement critiqué les nouveaux programmes, à la fois parce qu’ils nous paraissaient irréalistes en termes de quantité par-rapport à l’horaire possible, et parce que leur contenu nous semblait assez éloigné à la fois des capacités de nos élèves et des problématiques du champ historiographique actuel.

Force est de constater que les appréhensions se sont très vite confirmées. Irréaliste, le programme s’avère de fait irréalisable. Les élèves de Première, cela a été visiblement oublié par les concepteurs des programmes, sont des élèves de Seconde qui viennent de réussir leur année. Certains d’ailleurs n’ont pas vraiment réussi, mais passent en Première car aujourd’hui on ne redouble plus au lycée. Les niveaux des élèves sont donc très hétérogènes, ce qui est aggravé par la création d’un tronc commun en Première. Comme nous le craignions, nous avons donc plus d’élèves, et de niveaux plus disparates en classe de Première pour traiter un programme complexe, très dense, et qui supporte peu le survol. Au demeurant, nous avons pu remarquer, au cours des années, que le professeur d’histoire-géographie devait aborder des thèmes toujours plus ambitieux en des temps toujours plus réduits. Ce n’est pas ainsi que l’on peut favoriser l’apprentissage en profondeur de nos élèves. En revanche, ceci les pousse à bachoter, contrairement à ce que prétend la directive de la DGESCO.

Nous découvrons au fur et à mesure les dispositions qui encadrent les E3C. Le texte de la DGESCO est paru au début du mois d’octobre. Là encore, nos craintes étaient malheureusement justifiées, tant l’organisation proposée paraît peu propice à des épreuves de contrôle qui comptent pour l’obtention du diplôme du baccalauréat. Ce sont surtout les élèves qui nous inquiètent. Ceux-ci savent qu’ils vont être évalués à deux reprises cette année. La première fois interviendra fin janvier, alors qu’ils sont en plein apprentissage des méthodes. Quel est l’intérêt pédagogique d’une telle évaluation à ce moment-là ? D’autre part, ces épreuves nous paraissent à l’opposé des valeurs qui fondent l’évaluation nationale du baccalauréat. Où sont par exemple les critères d’appréciation des exercices à préparer ? Pourquoi l’histoire-géographie est-elle la seule discipline évaluée en E3C qui n’ait pas mis à disposition des professeurs un ensemble de critères qui aurait pu nous permettre de préparer plus sereinement les élèves ? Qui va corriger les élèves ? Dans quelles conditions ?

Nous voici donc, professeurs et élèves, engagés dans une course folle, un stress permanent, où chaque heure perdue est un drame, et où l’esprit de bachotage, qui avait jusqu’alors épargné la classe de première devient malheureusement la norme. Du côté des professeurs, plusieurs d’entre nous avons très nettement l’impression que ce que l’on nous demande est en fin de compte de mal faire notre travail. Du côté des élèves, des programmes trop lourds, des épreuves en janvier : c’est la double peine et la quasi assurance de rendre notre matière détestable aux yeux de nos élèves. Quelques questionnaires proposés aux élèves de Première récemment ne nous ont pas rassurés. Stress, fatigue, sentiment d’être débordé, découragement, le tout dans un climat que la disparition du groupe classe ne contribue pas à rendre serein… Les mots des élèves de Première sondés par certains d’entre nous sont éloquents et devraient alerter l’institution.

Nous espérons, Messieurs les Inspecteurs, que vous tiendrez compte de cette remontée de terrain que nous avons souhaité vous communiquer dans l’espoir que les cadres sévères d’une réforme présentée comme un gage de liberté et d’égalité soient assouplis afin que revienne la sérénité en classe. Nous avons constaté par exemple que les épreuves de terminale avaient été placées au 3e trimestre et non au 2e, ce qui montre que la situation peut toujours évoluer. C’est donc faire également appel à la raison que de demander que les épreuves de janvier soient purement et simplement annulées et que l’on procède dès cette année à un allègement conséquent des programmes de Première.

Des professeurs d’histoire-géographie du Lycée Jules Michelet, Montauban.